Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(15 juin 2011)

"La FTQ et la CSN investissent dans les fonds spéculatifs. Une décision favorable aux travailleurs ?"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

cyberpresse.ca

"La FTQ et la CSN investissent dans les fonds spéculatifs. Une décision favorable aux travailleurs ?"

Montréal : 26 mai 2011. Une version résumée a été publiée sur **Cyberpresse**, édition du 15 juin 2011.

<http://www.cyberpresse.ca/>

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 20 juin 2011 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 29 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Louis Gill

**"La FTQ et la CSN investissent dans les fonds spéculatifs.
Une décision favorable aux travailleurs ?"**

Montréal : 26 mai 2011. Une version résumée a été publiée sur [Cyberpresse](#), édition du 15 juin 2011.

On apprenait au début de mai la décision de la FTQ et de la CSN, par l'intermédiaire du Fonds de solidarité, de Fondation et du Régime de retraite des employés de la CSN, d'investir 115 millions de dollars dans la création d'un fonds spéculatif (*hedge fund*), le *Fonds stratégique à rendement absolu* géré par HR Stratégies, en collaboration avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. L'un des objectifs de cette initiative serait de stimuler le développement de l'industrie financière au Québec. Cet événement, a écrit le journal *Les Affaires*, « marque le retour des produits dérivés à Montréal », ... après l'effondrement magistral auquel ils ont largement contribué en 2007 et 2008, faut-il préciser. Pour le Fonds de solidarité de la FTQ, cette incursion dans le secteur financier, et plus particulièrement dans le domaine des fonds spéculatifs à haut risque (*hedge funds*), n'est pas la première. Il avait fait un premier balbutiement dans cette voie en janvier 2005 avec le même gestionnaire, HR Stratégies.

Même si les montants de ces investissements ne représentent qu'une goutte d'eau dans les actifs cumulés des deux fonds, de telles initiatives sont pour le moins étonnantes, tant sur le plan de la mission des fonds d'investissements de travailleurs qu'est la création et la préservation d'emplois, que sur celui de la nature et de la finalité des fonds spéculatifs qui sont totalement étrangères à celles dont se réclament les fonds de travailleurs. On est d'autant plus en droit de s'interroger au cœur d'une crise financière dont le monde n'arrive pas à sortir, dans le déclenchement et la propagation de laquelle les fonds spéculatifs, principaux intervenants de ce qui est désigné comme le

« système bancaire de l'ombre » (*shadow banking system*), ont joué un rôle majeur.

Je rappelle que le quart des fonds spéculatifs ont fait faillite à l'occasion de cette crise, terrassés par leur stratégie de recours à un fort effet de levier, c'est-à-dire à un lourd endettement qui démultiplie les profits quand les marchés sont en hausse, mais qui démultiplie tout autant les pertes quand la cloche sonne la fin de la récréation. Il est pertinent de rappeler l'exemple de la faillite de la banque d'investissement Bear Stearns, en mars 2008, rachetée en vente de feu pour 2 dollars l'action par JPMorgan Chase, alors que cette action valait 150 dollars un an plus tôt. La principale cause de la déconfiture de Bear Stearns avait été la faillite, neuf mois plus tôt, de ses fonds spéculatifs. L'un de ces fonds portait le nom remarquable de *High Grade Structured Credit Enhanced Leveraged Fund* (ouf !), qui se traduit par *Fond de grande qualité à levier intensifié de dérivés structurés de crédit* ! Avec autant de promesses de rendement dans un tel nom, il est à peine étonnant qu'il se soit lamentablement effondré. Aussi serait-il opportun d'évaluer avec une certaine prudence celles qu'annonce le *Fonds stratégique à rendement absolu* que le Fonds de solidarité, Fondation et le Régime de retraite des employés de la CSN entendent contribuer à créer.

Des « armes financières de destruction massive »

La contribution de la FTQ et de la CSN à ce « *retour des produits dérivés à Montréal* » est d'autant plus regrettable lorsqu'on sait que Warren Buffet, cette figure légendaire du financement de l'investissement dans l'économie réelle, celle qui produit les biens et services et où s'investissent les capitaux créateurs d'emplois stables, avait caractérisé dès 2003 les dérivés de crédit comme des « *armes financières de destruction massive* » et avaient déclaré n'en avoir jamais acheté ni jamais ne vouloir en acheter.

Plutôt que de s'engager dans cette voie de la promotion d'une industrie qui nous a plongés dans le marasme et qui est axée sur le placement volatil à court terme, le plus souvent contraire à l'objectif de la

création et de la préservation d'emplois stables, ne serait-il pas mieux indiqué que la FTQ et la CSN unissent leurs efforts au sein de la *Confédération syndicale internationale* dont elles sont membres pour proposer l'organisation d'une campagne syndicale internationale dont l'objectif serait l'éradication de ces produits financiers exotiques créés par l'« innovation financière » délétère des trente dernières années qui ont mené l'économie mondiale à la catastrophe, et la réinstitution d'un financement direct sans finance spéculative, du type de celui qui a assuré pendant les trente années de l'après-guerre une croissance stable et vigoureuse et un faible taux de chômage ?

On peut penser que la CSI serait au moins ouverte à considérer une telle proposition, sachant que son Conseil général avait, la veille du déclenchement de la crise en juin 2007, adopté une résolution mettant en garde contre « *les effets négatifs d'investissements dans les fonds spéculatifs sur les travailleurs et les travailleuses et les risques pour la stabilité financière et la durabilité économique résultant des caractéristiques d'endettement et de la nature à court terme de leurs activités* ». Le Conseil général s'inquiétait aussi des « *investissements substantiels des fonds de pension dans des fonds spéculatifs et des fonds à capital-risque, et le risque potentiel qui y est lié pour les revenus de millions de personnes, réservés pour leur retraite* ». Il appelait les mandataires et les fiduciaires de fonds de pension « *à envisager les investissements dans des fonds à capital-risque et les fonds spéculatifs avec beaucoup de prudence, à accorder une attention toute particulière aux rapports de rentabilité réelle de tels placements, aux risques qui y sont associés, aux nombreux effets négatifs qu'ils génèrent, ainsi qu'à l'impact direct ou indirect qu'ils sont susceptibles d'avoir sur les lieux de travail des bénéficiaires des fonds de pension de demain* ». La CSI avait alors publié un rapport de 60 pages sur la question, intitulé : *Quand la banque gagne à tous les coups. Fonds à capital-risque et fonds spéculatifs. Le nouveau capitalisme de casino.*

Le moins qu'on puisse dire est qu'une réflexion sérieuse s'impose sur ces enjeux.

Fin du texte